

Audience publique du 31 mars 2021

Recours formé par
Monsieur ..., Luxembourg,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 35 (3), L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 45627 du rôle et déposée le 9 février 2021 au greffe du tribunal administratif par Maître Ibtiha El Bouyoufi, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Algérie), de nationalité algérienne, actuellement assigné à résidence à la SHUK, sise à L-1734 Luxembourg, 11, rue Carlo Hemmer, tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 18 janvier 2021 de le transférer vers les Pays-Bas comme étant l'Etat membre responsable pour connaître de sa demande de protection internationale ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 mars 2021 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 24 mars 2021 et vu les remarques écrites de Madame le délégué du gouvernement Christiane Martin et de Maître Ibtiha El Bouyoufi du 23 mars 2021, produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

Le 22 octobre 2020, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Le même jour, il fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section criminalité organisée-police des étrangers, de la police grand-ducale sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg.

La comparaison des empreintes dactyloscopiques de l'intéressé avec la base de données EURODAC effectuée le même jour révéla que Monsieur ... avait antérieurement formulé plusieurs demandes de protection internationale, à savoir en Allemagne le 14 avril 2014, en Suède le 13 août 2015 et aux Pays-Bas le 4 octobre 2017.

Le 23 octobre 2020, Monsieur ... fut entendu par un agent de la direction de

l'Immigration en vue de déterminer l'Etat membre responsable de l'examen de sa demande de protection internationale en vertu du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, ci-après désigné par « le règlement Dublin III ».

Par un arrêté du 28 octobre 2020, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », assigna Monsieur ... à résidence dans la structure d'hébergement d'urgence du Kirchberg (SHUK) pour une durée de trois mois, mesure qui fut prorogée par un arrêté du 26 janvier 2021.

Le 5 novembre 2020, les autorités luxembourgeoises contactèrent les autorités néerlandaises en vue de la prise en charge de Monsieur ... sur le fondement de l'article 18, paragraphe (1), point b), du règlement Dublin III.

Le 19 novembre 2020, les autorités néerlandaises acceptèrent la reprise en charge des conjoints ... sur le fondement de l'article 18, paragraphe (1), point d) du règlement Dublin III.

Par décision du 18 janvier 2021, notifiée aux intéressés par courrier recommandé expédié le 21 janvier 2021, le ministre informa Monsieur ... que le Grand-Duché de Luxembourg avait pris la décision de le transférer dans les meilleurs délais vers les Pays-Bas sur base de l'article 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 et des dispositions de l'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, la décision étant libellée comme suit :

« [...] Vous avez introduit une demande de protection internationale au Luxembourg en date du 22 octobre 2020 au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire (ci-après « la loi du 18 décembre 2015 »). En vertu des dispositions de l'article 28(1) de la loi précitée et des dispositions de l'article 18 (1) d du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 (ci-après « le règlement DIII »), le Grand-Duché de Luxembourg n'examinera pas votre demande de protection internationale et vous serez transféré vers les Pays-Bas qui sont l'Etat membre responsable pour traiter cette demande.

Les faits concernant votre demande, la motivation à la base de la présente décision, les bases légales sur lesquelles elle s'appuie, de même que les Informations quant aux voies de recours ouvertes sont précisés ci-après.

En mains le rapport de Police Judiciaire du 22 octobre 2020 et le rapport d'entretien Dublin III sur votre demande de protection Internationale du 23 octobre 2020.

1. Quant aux faits à la base de votre demande de protection internationale

En date du 22 octobre 2020, vous avez introduit une demande de protection internationale auprès du service compétent de la Direction de l'immigration.

La comparaison de vos empreintes dactyloscopiques avec la base de données Eurodac a révélé que vous avez précédemment déposé, respectivement introduit trois demandes de protection internationale, dont une en Allemagne en date du 14 avril 2014, une en Suède en

date du 13 août 2015 et une aux Pays-Bas en date du 4 octobre 2017.

Afin de faciliter le processus de détermination de l'Etat responsable, un entretien Dublin III a été mené en date du 23 octobre 2020.

Sur cette base, la Direction de l'immigration a adressé en date du 5 novembre 2020 une demande de reprise en charge aux autorités néerlandaises sur base de l'article 18 (1) b du règlement DIII, demande qui fut acceptée par lesdites autorités néerlandaises en date du 19 novembre 2020 sur base de l'article 18 (1) d du règlement précité.

2. Quant aux bases légales

En tant qu'Etat membre de l'Union européenne, l'Etat luxembourgeois est tenu de mener un examen aux fins de déterminer l'Etat responsable conformément aux dispositions du règlement DIII établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride.

S'il ressort de cet examen qu'un autre Etat est responsable du traitement de la demande de protection internationale, la Direction de l'immigration rend une décision de transfert après que l'Etat requis a accepté la prise ou la reprise en charge du demandeur.

Aux termes de l'article 28 (1) de la loi du 18 décembre 2015, le Luxembourg n'est pas responsable pour le traitement d'une demande de protection internationale si cette responsabilité revient à un autre Etat.

Dans le cadre d'une reprise en charge, et notamment conformément à l'article 18 (1), point d) du règlement DIII, l'Etat responsable de l'examen d'une demande de protection internationale en vertu du règlement est tenu de reprendre en charge - dans les conditions prévues aux art. 23, 24, 25 et 29 - le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre.

Par ailleurs, un Etat n'est pas autorisé à transférer un demandeur vers l'Etat normalement responsable lorsqu'il existe des preuves ou indices avérés qu'un demandeur risquerait dans son cas particulier d'être soumis dans cet Etat à un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3 de la Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après la « CEDH ») ou 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après « la Charte UE »).

3. Quant à la motivation de la présente décision de transfert

En l'espèce, il ressort des résultats du 22 octobre 2020 de la comparaison de vos données dactyloscopiques avec celles enregistrées dans la base de données Eurodac que vous avez précédemment déposé, respectivement introduit trois demandes de protection internationale, dont une en Allemagne en date du 14 avril 2014, une en Suède en date du 13 août 2015 et une aux Pays-Bas en date du 4 octobre 2017.

Selon vos déclarations, vous auriez quitté l'Algérie en 2003, respectivement en mars 2005, en direction de l'Espagne où vous auriez vécu pendant sept ans. Ensuite, vous vous seriez

rendu en Allemagne où vous avez déposé une demande de protection internationale. Par peur d'être rapatrié en Algérie, vous auriez quitté l'Allemagne après quatre ans sans attendre la réponse des autorités allemandes. Vous seriez allé en Suède où vous avez déposé une nouvelle demande de protection internationale dont la procédure serait toujours en cours. Vous seriez parti de la Suède en direction des Pays-Bas parce que le climat ne vous aurait pas convenu. Aux Pays-Bas, vous avez introduit une troisième demande de protection internationale. Sans attendre la réponse des autorités néerlandaises, vous seriez parti en Belgique où vous auriez vécu pendant cinq ans dans la rue et, pendant quatre mois, en prison pour possession de stupéfiants. Vous seriez venu au Luxembourg en date du 17 octobre 2020.

Lors de votre entretien Dublin III en date du 23 octobre 2020, vous avez fait mention d'être toxicomane et de prendre de la méthadone quotidiennement. Cependant, vous n'avez pas fourni des éléments concrets sur votre état de santé ou autres problèmes généraux empêchant un transfert vers les Pays-Bas qui sont l'Etat membre responsable pour traiter votre demande de protection internationale.

Rappelons à cet égard que les Pays-Bas sont liés à la Charte UE et sont partis à la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après « la Convention de Genève »), à la CEDH et à la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (« Conv. torture »).

Il y a également lieu de soulever que les Pays-Bas sont liés par la Directive (UE) n° 2013/32 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale [refonte] (« directive Procédure ») et par la Directive (UE) n° 2013/33 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale [refonte] (« directive Accueil »).

Soulignons en outre que les Pays-Bas profitent, comme tout autre Etat membre, de la confiance mutuelle qu'ils respectent leurs obligations découlant du droit international et européen en la matière.

Par conséquent, les Pays-Bas sont présumés respecter leurs obligations tirées du droit international public, en particulier le principe de non-refoulement énoncé expressément à l'article 33 de la Convention de Genève, ainsi que l'interdiction des mauvais traitements ancrée à l'article 3 CEDH et à l'article 3 Conv. torture.

Par ailleurs, il n'existe en particulier aucune jurisprudence de la Cour EDH ou de la CJUE, de même qu'il n'existe aucune recommandation de l'UNHCR visant de façon générale à suspendre les transferts vers les Pays-Bas sur base du règlement (UE) n° 604/2013.

En l'occurrence, dans l'hypothèse où les autorités néerlandaises auraient effectivement rendu une décision de renvoi vers votre pays d'origine, vous ne rapportez pas la preuve que votre demande de protection internationale n'aurait pas fait l'objet d'une analyse juste et équitable, ni que vous n'auriez pas les moyens de les faire valoir, notamment devant les autorités judiciaires néerlandaises.

Vous n'avez fourni aucun élément susceptible de démontrer que les Pays-Bas ne respecteraient pas le principe de non-refoulement à votre égard et failliraient à leurs obligations internationales en vous renvoyant dans un pays où votre vie, votre intégrité

corporelle ou votre liberté seraient sérieusement menacées.

Dans le cadre de la procédure « Dublin », il ne revient pas aux autorités luxembourgeoises d'analyser les risques d'être soumis à des traitements inhumains au sens de l'article 3 CEDH dans votre pays d'origine, mais dans l'Etat de destination, en l'occurrence les Pays-Bas. Vous ne faites valoir aucun indice que les Pays-Bas ne vous offriraient pas le droit à un recours effectif conformément à l'article 13 CEDH ou que vous n'aviez ou n'auriez pas la possibilité de faire valoir vos droits quant au fond de votre demande devant les Juridictions néerlandaises, notamment en vertu de l'article 46 de la directive « Procédure ».

Monsieur, vous n'avez pas non plus démontré que, dans votre cas concret, vos conditions d'existence aux Pays-Bas revêteraient un tel degré de pénibilité et de gravité qu'elles seraient constitutives d'un traitement contraire à l'article 3 CEDH ou encore à l'article 3 Conv. torture.

Il n'existe en outre pas non plus de raisons pour une application de l'article 16 (1) du règlement DIII pouvant amener le Luxembourg à assumer la responsabilité de l'examen au fond de votre demande de protection internationale.

Il convient encore de souligner qu'en vertu de l'article 17 (1) du règlement DIII (clause de souveraineté), chaque Etat membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par le ressortissant d'un pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le règlement, pour des raisons humanitaires ou exceptionnelles. Les autorités luxembourgeoises disposent d'un pouvoir discrétionnaire à cet égard, et l'application de la clause de souveraineté ne constitue pas une obligation.

Il ne ressort pas de l'ensemble des éléments de votre dossier que les autorités luxembourgeoises auraient dû faire application de la clause de souveraineté prévue à l'article 17 (1) du règlement DIII. En effet, vous ne faites valoir aucun élément humanitaire ou exceptionnel qui ne serait pas couvert par les dispositions du règlement DIII et qui devrait amener les autorités luxembourgeoises à se déclarer responsables pour le traitement de votre demande de protection internationale

Pour l'exécution du transfert vers les Pays-Bas, seule votre capacité de voyager est déterminante et fera l'objet d'une détermination définitive dans un délai raisonnable avant le transfert.

Si votre état de santé devait temporairement constituer un obstacle à l'exécution de votre renvoi vers les Pays-Bas, l'exécution du transfert serait suspendue jusqu'à ce que vous seriez à nouveau apte à être transféré. Par ailleurs, si cela s'avère nécessaire, la Direction de l'immigration prendra en compte votre état de santé lors de l'organisation du transfert vers les Pays-Bas en informant les autorités néerlandaises conformément aux articles 31 et 32 du règlement DIII à condition que vous exprimiez votre consentement explicite à cette fin.

D'autres raisons individuelles pouvant éventuellement entraver la remise aux autorités néerlandaises n'ont pas été constatées. [...] ».

En date du même jour, le ministre s'adressa au service de police judiciaire, section criminalité organisée-police des étrangers, de la police grand-ducale en vue d'organiser le

transfert de Monsieur ... vers les Pays-Bas, tout en précisant que le transfert ne pourra être organisé avant le 8 février 2021.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 9 février 2021, inscrite sous le numéro 45627 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 18 janvier 2021.

En vertu de l'article 35, paragraphe (3), de la loi du 18 décembre 2015, un recours en annulation peut être introduit contre une décision de transfert, de sorte que seul un recours en annulation a valablement pu être introduit contre la décision ministérielle sous examen du 18 janvier 2021. Le recours en annulation introduit en l'espèce est encore à déclarer recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur reprend en substance les faits et rétroactes tels que repris ci-avant, tout en soulignant qu'il aurait indiqué durant son entretien Dublin III qu'il serait toxicomane et que sa demande de protection internationale aux Pays-Bas serait toujours en cours. Il estime que vu que les autorités néerlandaises auraient accepté sa reprise en charge sur le fondement de l'article 18, paragraphe (1), point d) du règlement Dublin III, cela laisserait comprendre que sa demande de protection internationale y avait été rejetée assortie d'un ordre de quitter le territoire, de sorte qu'il courrait un risque réel de se trouver aux Pays-Bas dans des conditions de vie indignes et d'extrême précarité contraire à son droit fondamental à la protection de la santé, d'accès à un abri et à la nourriture alors que son état de santé le rendrait très vulnérable, sinon d'être éloigné vers l'Algérie où il courrait le risque de subir des traitements inhumains et dégradants.

En droit, le demandeur déclare contester la compétence des Pays-Bas en ce que la décision querellée serait entachée d'une erreur manifeste d'appréciation de sa situation particulière au regard des articles 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (la Charte), au motif que le ministre n'aurait pas sérieusement pris en compte le risque sérieux de traitements inhumains et dégradants auxquels il serait exposé à la suite de son transfert vers les Pays-Bas.

A cet égard, le demandeur est d'avis qu'il se dégagerait clairement de l'examen approfondi de sa situation particulière liée principalement au fait qu'il avait antérieurement introduit une demande de protection internationale aux Pays-Bas dont il a été débouté, et subsidiairement à son état de santé, au regard de la procédure d'asile et de l'accès aux conditions matérielles d'accueil des demandeurs de protection internationale ayant fait l'objet d'un transfert Dublin, qu'il existerait des motifs raisonnables de croire qu'il encourrait en cas de transfert vers les Pays-Bas, un risque réel et sérieux d'être exposé à des traitements inhumains et dégradants contraires aux interdictions des articles 3 CEDH et 4 de la Charte .

A cet égard et en s'appuyant sur un rapport de l'AIDA intitulé « *Country report : Netherlands, 2019* », le demandeur fait valoir que dans la mesure où sa demande a d'ores et déjà été rejetée par les autorités néerlandaises et comme il ne pourrait pas faire valoir des faits nouveaux à l'appui d'une nouvelle demande de protection internationale s'il introduisait une nouvelle demande après son transfert aux Pays-Bas, celle-ci serait déclarée irrecevable « *de manière très expéditive* » par les autorités néerlandaises et il lui serait enjoint de quitter le territoire néerlandais suite au rejet de sa nouvelle demande de protection internationale. Encore qu'aux Pays-Bas il pourrait former dans un délai d'une semaine un recours judiciaire contre la

décision d'irrecevabilité de sa demande subséquente, la justice néerlandaise n'annulerait ou ne réformerait pas la décision d'irrecevabilité de sa demande puisqu'il n'aurait pas su justifier sa nouvelle demande par des faits ou éléments nouveaux.

De plus, son pays d'origine, à savoir l'Algérie, serait considéré par les Pays-Bas comme un pays d'origine sûr, constat qui permettrait aux Pays-Bas de déclarer une demande de protection d'un demandeur originaire d'Algérie comme manifestement non fondée dans le cadre d'une procédure accélérée.

Il s'ensuivrait que suite à son transfert, les autorités néerlandaises procéderaient sans aucun doute à un rejet expéditif de sa demande subséquente, de sorte qu'il courrait le risque réel de se retrouver en rétention en vue de l'organisation de son éloignement vers l'Algérie sinon à la rue dans des conditions de vie inhumaines et dégradantes, alors que l'accès aux conditions matérielles minimales d'accueil lui serait refusé sinon limité.

Dès lors, son risque de se retrouver à la rue sans aucun logement serait de plus en plus réel, pertinent et probable, le demandeur citant, à cet égard, un extrait d'un rapport de *Human Rights Watch* de 2019 sur les Pays-Bas, faisant état d'une diminution des capacités d'accueil pour les demandeurs de protection internationale. Le demandeur en déduit qu'il serait sans aucun doute confronté à une situation de dénuement matériel extrême matérialisée par des difficultés pour se loger, se nourrir, se laver et se soigner, de sorte que pour répondre à ses besoins fondamentaux, alors qu'il vivrait certainement à la rue sans ressources financières, il ne pourrait que s'en remettre à la générosité de particuliers ou à l'aide d'associations caritatives fondées sur le bénévolat.

En outre, le demandeur fait valoir que son état de santé, dont il aurait clairement fait état lors de son entretien Dublin, risquerait de connaître une aggravation du fait des conditions de vie auxquelles il serait exposé en vivant dans la rue, sans ressources, sans accès à des structures sanitaires, ne disposant d'aucun moyen de subvenir à ses besoins essentiels et dans l'angoisse permanente d'être attaqué.

Dès lors, il courrait le risque réel d'être victime d'un traitement inhumain et dégradant témoignant d'un manque de respect pour sa dignité et cette situation susciterait chez lui, sans aucun doute, des sentiments de peur, d'angoisse ou d'infériorité propres à conduire au désespoir, de telles conditions d'existence atteignant, d'après le demandeur, le seuil de gravité requis par l'article 3 CEDH.

Il risquerait dès lors de se trouver, par le fait des autorités luxembourgeoises, dans une situation contraire aux interdictions des articles 3 CEDH et 4 de la Charte.

A cet égard, le demandeur se prévaut encore d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 16 février 2017¹ pour conclure que l'article 4 de la Charte UE devrait être interprété en ce sens que même en l'absence de raisons sérieuses de croire à l'existence de défaillances systémiques dans l'Etat membre responsable de l'examen de la demande d'asile, le transfert d'un demandeur d'asile dans le cadre du règlement Dublin III ne pourrait être opéré que dans des conditions excluant que ce transfert entraîne un risque réel et avéré que l'intéressé subisse des traitements inhumains ou dégradants au sens de cet article.

¹affaire C.K.H. A.S. c. Republika Slovenija

En outre, suivant la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) et l'arrêt du 27 mai 2008², les critères d'un traitement inhumain et dégradant au sens de l'article 3 CEDH ou de l'article 4 de la Charte seraient réunis lorsque des circonstances très exceptionnelles propres au demandeur dans lesquelles les considérations humanitaires militent contre l'expulsion sont impérieuses.

En l'espèce, les circonstances très exceptionnelles tiendraient, d'après le demandeur, au fait qu'il serait un demandeur de protection internationale dont la demande antérieure a été d'ores et déjà rejetée par les Pays-Bas, de sorte que, ne disposant pas d'éléments et de faits nouveaux, sa demande subséquente éventuellement introduite suite à son transfert serait rejetée avec le risque qu'il serait exposé à des traitements interdits par l'article 3 CEDH et l'article 4 de la Charte.

En second lieu, le demandeur se prévaut d'une violation de l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III en reprochant au ministre d'avoir commis une erreur manifeste d'appréciation de sa situation particulière à cet égard et d'avoir méconnu le principe de bonne administration.

En effet, si le ministre avait constaté en l'espèce que sa demande manquait d'informations pertinentes et suffisantes pour l'application de l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III, il lui aurait appartenu, conformément au principe de bonne administration, de lui donner la possibilité de fournir plus d'informations avant de prendre sa décision définitive.

Pour ce faire, le demandeur est d'avis que suite à l'introduction de sa demande de protection internationale suivie de l'entretien Dublin III, son avocat aurait dû avoir, en amont, l'occasion de rédiger un avis sur la décision ministérielle envisagée et de fournir également des informations complémentaires après discussion avec son mandant.

Dès lors, le fait pour le ministre de se servir simplement d'une demande comportant des informations non suffisantes et non pertinentes pour rejeter l'application de l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III serait à considérer comme contraire au principe de bonne administration dans la mesure où aucune possibilité ne lui aurait été donnée de compléter les informations considérées comme insuffisantes par le ministre et d'éclairer celles estimées non pertinentes.

En l'espèce, en raison du risque réel qu'il pourrait d'être confronté à des traitements contraires aux interdictions des articles 3 CEDH et 4 de la Charte, le ministre qui serait tenu d'apprécier sa situation personnelle et particulière à la date de la prise de sa décision de transfert vers les Pays-Bas, aurait dû utiliser le pouvoir discrétionnaire lui conféré par l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III pour déclarer le Grand-Duché de Luxembourg compétent pour l'examen de sa demande de protection internationale.

En troisième lieu, le demandeur fait valoir que la décision attaquée encourrait l'annulation pour risque de violation par ricochet de l'article 3 CEDH et du principe de non-refoulement.

Après avoir cité les termes des articles 3 de la CEDH, 33 paragraphe (1), de la

²affaire N. c. Royaume-Uni, n° 26565/05

Convention de Genève relative au statut des réfugiés, ci-après désignée par « la convention de Genève », et 19, paragraphe (2) de la Charte, le demandeur fait valoir que la jurisprudence de la CourEDH à propos de l'article 3 de la CEDH et du principe de non-refoulement, conduirait à imposer aux Etats une obligation de renverser la présomption de protection équivalente accordée à un pays de renvoi lorsque des sources fiables démontrent qu'en pratique, le droit interne de l'Etat en cause et ses modalités d'application n'offrent pas au requérant des garanties suffisantes permettant d'éviter d'être expulsé dans son pays d'origine sans une évaluation des craintes formulées par celui-ci sous l'angle de l'article 3 CEDH.

En l'espèce, des sources fiables démontreraient que la situation des droits humains en Algérie ne permettrait pas de considérer ce pays comme sûr pour lui. D'autre part, les sources démontreraient que les Pays-Bas considéreraient systématiquement l'Algérie comme un pays d'origine sûr pour les Algériens dont la demande de protection internationale a été rejetée, ce qui conduirait à des renvois systématiques en violation de la jurisprudence de la CourEDH.

Les Pays-Bas se fonderaient uniquement sur le caractère sûr de l'Algérie, sans examen individuel et circonstancié des menaces dont peuvent faire l'objet les ressortissants algériens en cas de renvoi dans leur pays d'origine, de sorte que son transfert vers les Pays-Bas l'exposerait au risque de ne pas faire l'objet d'un examen attentif de ses craintes au regard de l'article 3 de la CEDH. L'Etat luxembourgeois en tant qu'Etat de renvoi, violerait ainsi par ricochet l'article 3 de la CEDH de même que le principe de non-refoulement.

Le demandeur poursuit qu'à la lumière de la jurisprudence de la CourEDH sous l'angle de l'article 3 de la CEDH, il appartiendrait en principe à celui qui demande une protection internationale dans un Etat contractant de présenter, dès que possible, la preuve qu'il existe des motifs sérieux pour lui de croire que l'expulsion vers un pays tiers entraînerait un risque réel et concret de traitement inhumain et dégradant en violation de l'article 3 de la CEDH. Cependant, la CourEDH aurait reconnu que toute personne faisant l'objet d'une mesure de renvoi aux conséquences potentiellement irréversibles aurait le droit d'obtenir suffisamment d'informations pour alléger le fardeau de la preuve, ce qui serait notamment le cas des demandeurs de protection internationale qui se trouveraient souvent placés dans une situation de vulnérabilité accrue, le demandeur renvoyant à un arrêt de la CourEDH du 12 janvier 2014³.

A cet égard, la CourEDH aurait constamment rappelé que dans les cas d'expulsions où une crainte de faire l'objet de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH serait fondée sur un risque général bien connu et corroboré par des sources fiables, l'article 3 CEDH exigerait des Etats d'évaluer de tels risques de leur propre initiative, y compris le risque de refoulement en chaîne, les Etats devant prêter une grande attention aux documents provenant d'autres sources fiables et objectives comme, par exemple, les autres Etats contractants ou non contractants, les organismes des Nations-Unies et les organisations non gouvernementales réputées.

Dans les cas où les demandeurs de protection internationale sont renvoyés non dans leur pays d'origine mais dans un pays tiers au seul motif que ce dernier est supposément sûr pour l'intéressé, l'évaluation du risque de refoulement en chaîne devrait nécessairement être rigoureuse, sauf à violer l'article 3 CEDH dans son volet procédural. Ainsi, le demandeur fait valoir que l'éloignement d'un demandeur sur le fondement d'une référence vague et schématique à une liste de pays d'origine sûrs aurait, suivant la jurisprudence de la CourEDH,

³ 5ième chambre, FG c. Suède, requête n°43611/11.

en l'absence d'examen individuel des craintes invoquées, conduit à opérer un renversement de la charge de la preuve à son détriment, en violation de l'article 3 CEDH, le demandeur renvoyant à un arrêt de la CourEDH du 14 mars 2017⁴.

Dans le cadre du règlement Dublin III, l'Etat qui expulse resterait tenu, conformément à la jurisprudence bien établie, de ne pas expulser une personne lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que si on l'expulsait vers le pays de destination, elle y courrait un risque réel d'être soumis à un traitement contraire à l'article 3 de la CEDH. Il appartiendrait dès lors aux Etats appliquant le règlement Dublin III de s'assurer que la procédure d'asile du pays intermédiaire offre des garanties suffisantes permettant d'éviter qu'un demandeur d'asile ne soit expulsé, directement ou indirectement, dans son pays d'origine sans une évaluation, sous l'angle de l'article 3 CEDH, des risques qu'il encourt, le demandeur renvoyant à un arrêt de la CourEDH, 21 janvier 2011⁵, qui aurait conduit à imposer aux Etats une obligation de renverser la présomption de protection équivalente accordée à un Etat-membre de l'Union lorsque des sources fiables démontrent qu'en pratique, le droit interne de l'Etat en cause et ses modalités d'application n'offrent pas au requérant des garanties suffisantes permettant d'éviter d'être expulsé dans son pays d'origine sans une évaluation des craintes formulées par celui-ci sous l'angle de l'article 3 de la CEDH.

Or, le fait que les Pays-Bas considéreraient l'Algérie comme un pays d'origine sûr pour les Algériens dont la demande de protection internationale a été rejetée, conduirait les autorités néerlandaises en pratique à violer le standard fixé par la jurisprudence de la CourEDH.

Par conséquent, un transfert vers les Pays-Bas d'un Algérien débouté de sa demande de protection internationale violerait nécessairement l'article 3 CEDH, par un effet qualifié par le demandeur de « *double ricochet* », puisque l'inscription de l'Algérie sur la liste des pays d'origine sûrs par les Pays-Bas permettrait un renvoi systématique des ressortissants algériens déboutés de leur demande de protection internationale sans la prise en compte des garanties accordées aux demandeurs renvoyés, et en fin de compte permettrait des refoulements arbitraires.

Après avoir cité des extraits d'une note du Haut-Commissariat aux Réfugiés, intitulée « *Note générale sur la notion de pays et sur le statut de réfugié* » du 26 juillet 1991, et d'une note du 13 septembre 2001, le demandeur expose que pour qu'un requérant puisse échapper à un refoulement arbitraire, il faudrait nécessairement que les modalités de son expulsion soient conformes aux exigences de l'article 3 CEDH combiné à l'article 13 de la CEDH, exigeant l'existence d'une possibilité effective de faire état de craintes devant un tribunal via un recours accessible en pratique, et de l'article 4 du Protocole 4 à la CEDH prohibant les expulsions collectives et exigeant que les décisions de renvoi soient individualisées.

Dans la mesure où, d'après le demandeur, l'inscription par les Pays-Bas de l'Algérie sur la liste des pays d'origine sûr conduirait à considérer de manière systématique l'Algérie comme un pays sûr pour les personnes déboutées de leur demande de protection internationale et faute de pouvoir en pratique renverser cette présomption, il y aurait violation des articles 3 et 13 de la CEDH, et de l'article 4 du Protocole 4 à la CEDH au détriment du droit de ne pas faire l'objet d'un refoulement arbitraire.

Ainsi, l'évaluation de son risque qu'il encourrait en cas de transfert sur le fondement du

⁴affaire Rias & Ahmed c. Hongrie, n° 47287/15

⁵affaire M.S.S c. Belgique, n°30696/09

règlement Dublin III inclurait une évaluation approfondie de la conformité à la CEDH du droit interne encadrant les procédures d'évaluation des craintes, aux fins de s'assurer qu'il disposera d'une chance raisonnable de voir ses craintes évaluées de manière suffisante. Une telle évaluation inclurait un examen du respect par les Pays-Bas, Etat de renvoi intermédiaire, des textes internationaux pertinents de protection des droits fondamentaux, dont le volet procédural de l'article 3 CEDH qui impliquerait qu'un requérant puisse exciper de craintes spécifiques liées à sa situation personnelle, tout en réitérant que l'inscription de l'Algérie sur la liste des pays d'origine sûr aurait pour conséquence concrète son refoulement systématique vers l'Algérie suite à son transfert, en violation de l'article 3 CEDH et de l'interdiction du refoulement indirect.

Il serait dès lors primordial de prendre en compte le contexte de l'inscription de l'Algérie sur la liste des pays d'origine sûrs dans l'analyse du risque pour lui d'être renvoyé vers un pays où il risquerait de subir des traitements inhumains et dégradants. A cet égard, le demandeur cite des extraits de divers rapports internationaux sur la situation en Algérie, en l'occurrence un rapport d'Amnesty International et un rapport de l'organisation *Human Rights Watch* de 2019 et en conclut que l'Algérie ne pourrait pas être considérée comme un pays d'origine sûr de sorte son transfert vers les Pays-Bas emporterait le risque de violation du principe de non-refoulement et, plus largement, la violation de l'article 3 CEDH par ricochet.

Le délégué du gouvernement, quant à lui, conclut au rejet du recours pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

Aux termes de l'article 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 « *Si, en application du règlement (UE) n°604/2013, le ministre estime qu'un autre Etat membre est responsable de la demande, il sursoit à statuer sur la demande jusqu'à la décision du pays responsable sur la requête de prise ou de reprise en charge. Lorsque l'Etat membre requis accepte la prise en charge ou la reprise en charge du demandeur, le ministre notifie à la personne concernée la décision de la transférer vers l'Etat membre responsable et de ne pas examiner sa demande de protection internationale* ».

L'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, sur lequel le ministre s'est basé pour conclure à la responsabilité des autorités néerlandaises pour assurer le suivi du dossier du demandeur à la suite du rejet de sa demande de protection internationale prévoit que « *1. L'Etat membre responsable en vertu du présent règlement est tenu de : [...] d) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre* ».

Il s'ensuit que si le ministre estime qu'en application du règlement Dublin III, un autre pays est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, voire des suites à réserver à la décision de rejet d'une telle demande, et si ce pays accepte la reprise en charge de l'intéressé, le ministre décide de transférer la personne concernée vers l'Etat membre responsable et de ne pas examiner la demande de protection internationale introduite au Luxembourg.

Le tribunal constate de prime abord qu'il est constant en cause que la décision de transférer le demandeur vers les Pays-Bas et de ne pas examiner sa demande de protection internationale a été adoptée par le ministre en application des prédicts articles 28, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015 et 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, au

motif que l'Etat responsable de l'examen de sa demande de protection internationale et de ses suites sont les Pays-Bas, en ce que le demandeur y a introduit une demande de protection internationale en date du 4 octobre 2017 et que les autorités néerlandaises ont accepté sa reprise en charge le 19 novembre 2020, de sorte que c'est *a priori* à bon droit que le ministre a décidé de ne pas examiner la demande de protection internationale déposée par le demandeur au Luxembourg et de le transférer vers les Pays-Bas.

Le demandeur conteste la compétence des autorités néerlandaises au motif que son transfert serait contraire aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte, et 17, paragraphe (1), du règlement Dublin III, ainsi qu'au principe de non refoulement par référence aux articles 3 de la CEDH et 33 de la Convention de Genève.

Tel que le demandeur l'a relevé à juste titre, sa situation est celle d'un demandeur de protection international débouté aux Pays-Bas, de sorte que c'est sur cette toile de fond que ses contestations doivent être examinées.

A titre liminaire, le tribunal relève que le système européen commun d'asile a été conçu dans un contexte permettant de supposer que l'ensemble des Etats y participant, qu'ils soient Etats membres ou Etats tiers, respectent les droits fondamentaux, en ce compris les droits trouvant leur fondement dans la Convention de Genève et le Protocole de 1967, ainsi que dans la CEDH, et que les Etats membres peuvent s'accorder une confiance mutuelle à cet égard⁶. C'est, en effet, précisément en raison de ce principe de confiance mutuelle que le législateur de l'Union a adopté le règlement Dublin III en vue de rationaliser le traitement des demandes d'asile et d'éviter l'engorgement du système par l'obligation, pour les autorités des Etats, de traiter des demandes multiples introduites par un même demandeur, d'accroître la sécurité juridique en ce qui concerne la détermination de l'Etat responsable du traitement de la demande d'asile et ainsi d'éviter le « *forum shopping* », l'ensemble ayant pour objectif principal d'accélérer le traitement des demandes tant dans l'intérêt des demandeurs d'asile que des Etats participants^{7 8}.

Dès lors, comme ce système européen commun d'asile repose sur la présomption - réfragable - que l'ensemble des Etats y participant respectent les droits fondamentaux, en ce compris les droits trouvant leur fondement dans la Convention de Genève, et que les Etats membres peuvent s'accorder une confiance mutuelle à cet égard, il appartient au demandeur de rapporter la preuve matérielle de défaillances avérées⁹. Dans son arrêt du 16 février 2017, la CJUE a, d'ailleurs, expressément réaffirmé l'existence tant de ce principe de confiance mutuelle que de la présomption réfragable s'en dégageant du respect des droits fondamentaux par les Etats participant au système européen commun d'asile¹⁰, tout en apportant des précisions quant à l'interprétation de l'article 4 de la Charte et aux obligations en découlant pour les Etats membres.

Le tribunal relève encore que la CJUE a, dans un arrêt du 19 mars 2019¹¹, confirmé ce principe selon lequel le droit de l'Union repose sur la prémisse fondamentale selon laquelle

⁶ CJUE, 21 décembre 2011, *N.S. e.a.*, C-411/10 et C-493/10, point 78.

⁷ Ibidem, point. 79.

⁸ Trib. adm 26 février 2014, n° 33956 du rôle, trib. adm. 17 mars 2014, n° 34054 du rôle, ainsi que trib. adm. 2 avril 2014, n° 34133 du rôle, disponibles sur www.jurad.etat.lu.

⁹ Voir aussi Verwaltungsgerichtshof Baden-Württemberg, 8 janvier 2015, n° A11 S 858/14.

¹⁰ CJUE, 16 février 2017, *C. K., H. F., A.S. c. Republika Slovenija*, C-578/16, point. 95.

¹¹ CJUE, 19 mars 2019, *Jawo c/ Bundesrepublik Deutschland*, n° C-163/17, précité.

chaque Etat membre partage avec tous les autres Etats membres, et reconnaît que ceux-ci partagent avec lui, une série de valeurs communes sur lesquelles l'Union est fondée. Cette prémisse implique et justifie l'existence de la confiance mutuelle entre les Etats membres dans la reconnaissance de ces valeurs et, donc, dans le respect du droit de l'Union qui les met en œuvre, ainsi que dans le fait que leurs ordres juridiques nationaux respectifs sont en mesure de fournir une protection équivalente et effective des droits fondamentaux reconnus par la Charte, notamment aux articles 1^{er} et 4 de celle-ci, qui consacrent l'une des valeurs fondamentales de l'Union et de ses Etats membres, de sorte qu'il doit être présumé que le traitement réservé aux demandeurs d'une protection internationale dans chaque Etat membre est conforme aux exigences de la Charte, de la Convention de Genève ainsi que de la CEDH.

Il résulte, par ailleurs, de cet arrêt du 19 mars 2019 que pour relever de l'article 4 de la Charte, des défaillances existant dans l'Etat membre responsable, doivent atteindre un seuil particulièrement élevé de gravité, qui dépend de l'ensemble des données de la cause. Aux termes de ce même arrêt, ce seuil particulièrement élevé de gravité serait atteint lorsque l'indifférence des autorités d'un Etat membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine.¹²

Partant, ce seuil de gravité ne saurait couvrir des situations caractérisées même par une grande précarité ou une forte dégradation des conditions de vie de la personne concernée, lorsque celles-ci n'impliquent pas un dénuement matériel extrême plaçant cette personne dans une situation d'une gravité telle qu'elle peut être assimilée à un traitement inhumain ou dégradant : le seul fait que la protection sociale et/ou les conditions de vie sont plus favorables dans l'Etat membre requérant que dans l'Etat membre normalement responsable de l'examen de la demande de protection internationale n'est ainsi pas de nature à conforter la conclusion selon laquelle la personne concernée serait exposée, en cas de transfert vers ce dernier Etat membre, à un risque réel de subir un traitement contraire à l'article 4 de la Charte.

Le tribunal constate ensuite que si le demandeur ne fait pas état de défaillances systémiques dans la procédure d'asile et dans les conditions d'accueil au sens de l'article 3, paragraphe (2) du règlement Dublin III aux Pays-Bas, il estime qu'eu égard au fait qu'il a d'ores et déjà été débouté de sa demande de protection internationale aux Pays-Bas, il n'aurait guère de chances de prospérer dans une seconde demande de protection internationale à défaut de pouvoir invoquer des faits nouveaux, et qu'eu égard à sa dépendance aux stupéfiants, il risquerait de se retrouver aux Pays-Bas dans un état de dénuement tel qu'il serait obligé de vivre dans la rue et cela sans aide étatique, ce qui serait contraire aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte.

A cet égard, le tribunal relève que suivant la jurisprudence de la CJUE et plus particulièrement de l'arrêt précité du 16 février 2017¹³, l'article 4 de la Charte doit être interprété en ce sens que même en l'absence de raisons sérieuses de croire à l'existence de défaillances systémiques dans l'Etat membre responsable de l'examen de la demande d'asile, le transfert d'un demandeur de protection internationale dans le cadre du règlement Dublin III ne peut être opéré que dans des conditions excluant que ce transfert a pour conséquence un

¹² Idem, pt. 92.

¹³ CJUE, 16 février 2017, *C.K., H.F., A.S. c. Republika Slovenija*, n° C-578/16, points 74 et 75. CJUE.

risque réel et avéré que l'intéressé subisse des traitements inhumains ou dégradants, au sens de cet article, étant précisé qu'il ressort de l'arrêt précité de la CJUE du 19 mars 2019¹⁴ qu'il est indifférent, aux fins de l'application dudit article 4 de la Charte, que ce soit au moment même du transfert, lors de la procédure d'asile ou à l'issue de celle-ci que la personne concernée encourrait, en raison de son transfert vers l'Etat membre responsable, au sens du règlement Dublin III, un risque sérieux de subir un traitement inhumain et dégradant.

Ceci étant relevé, le tribunal est toutefois amené à retenir qu'en l'espèce, le demandeur reste en défaut de démontrer qu'en cas de retour aux Pays-Bas, il risquerait d'encourir un quelconque traitement inhumain ou dégradant au sens des dispositions internationales précitées, respectivement dans le sens retenu par la CJUE, nécessitant, tel que retenu ci-avant, des actes devant revêtir un certain seuil de gravité et entraînant des souffrances physiques ou psychologiques intenses.

En ce qui concerne de prime abord l'état de santé dont se prévaut le demandeur, celui-ci faisant état de ce qu'il serait dépendant de drogues dures, le tribunal relève qu'il ne se dégage pas de la jurisprudence précitée de la CJUE que l'Etat membre procédant à la détermination de l'Etat responsable pour l'examen de la demande de protection internationale d'un demandeur de protection internationale doit, en tout état de cause et préalablement à la prise d'une décision de transfert et par avis médical s'assurer automatiquement que le transfert n'entraîne pas une détérioration significative et irrémédiable de l'état de santé de l'intéressé, pour toute personne déclarant avoir un quelconque problème de santé.

Cette jurisprudence vise l'hypothèse particulière suivant laquelle un demandeur de protection internationale produit des éléments objectifs, telles que des attestations médicales établies au sujet de sa personne, de nature à démontrer la gravité particulière de son état de santé et les conséquences significatives et irrémédiables que pourrait entraîner un transfert sur celui-ci, hypothèse dans laquelle les autorités de l'Etat membre procédant au transfert doivent prendre les précautions spécifiques afin de sauvegarder de manière appropriée et suffisante l'état de santé de la personne concernée, telles que, par exemple, l'obtention, de la part de l'Etat membre responsable, de la confirmation que les soins indispensables seront disponibles à l'arrivée¹⁵.

Or, force est de constater qu'en l'espèce, le demandeur reste en défaut de verser la moindre pièce de nature à justifier la gravité particulière de son état de santé et les conséquences significatives et irrémédiables que pourrait entraîner un transfert sur celui-ci, ni surtout ne fournit-il des indices concrets qu'il ne pourrait pas bénéficier aux Pays-Bas des soins médicaux dont il pourrait le cas échéant avoir besoin, le demandeur se limitant à affirmer de manière péremptoire qu'il serait forcé de vivre dans la rue sans possibilité de recours, ce qui serait aggravé par sa situation de dépendance.

Enfin, à admettre que le demandeur ne puisse pas accéder, en tant que demandeur de protection internationale débouté, au système de santé néerlandais, il lui appartiendrait de faire valoir ses droits directement auprès des autorités néerlandaises en usant des voies de droits internes, voire devant les instances européennes adéquates.

En ce qui concerne ensuite les craintes du demandeur qu'il serait contraint de vivre dans

¹⁴ CJUE, grande chambre, 19 mars 2019, affaire C-163/17, *Abubacarr Jawo c. Bundesrepublik Deutschland*, pt. 91.

¹⁵ Trib. adm. 8 janvier 2020, n° 43800 du rôle.

la rue au regard du fait qu'une éventuelle seconde demande de protection internationale serait rapidement déclarée irrecevable aux Pays-Bas, le tribunal relève qu'en argumentant qu'il n'aurait aucune chance de voir aboutir dans une seconde demande de protection internationale aux Pays-Bas, le demandeur semble vouloir dire que sa demande de protection internationale, dont il a été déboutée par les autorités néerlandaises, aurait été rejetée à tort impliquant nécessairement un examen défectueux opéré par les autorités néerlandaises.

Or, au regard de la présomption de confiance mutuelle quant au respect des droits fondamentaux, telle que relevée ci-avant, il y a *a priori* lieu d'admettre que la demande de protection internationale du demandeur a été examinée en respect des instruments européens et internationaux auxquels les Pays-Bas sont liés, et cela tant en ce qui concerne la procédure de demande de protection internationale que de manière plus générale quant au respect des droits fondamentaux et quant aux possibilités de recours.

Le tribunal relève encore le demandeur reste, en tout état de cause, en défaut d'avancer des raisons concrètes permettant de penser que les autorités néerlandaises responsables du traitement de sa demande de protection internationale, respectivement des suites à y donner, n'auraient pas analysé correctement sa demande de protection internationale avant de l'en débouter ou que ses droits n'auraient pas été respectés lors du traitement de sa demande de protection internationale - le seul fait que sa demande n'a pas été accueillie ne permettant en tout cas pas de conclure *ipso facto* à un tel examen défectueux - ou qu'en tant que demandeur de protection internationale débouté, il n'aurait pas ou n'aurait pas eu accès à la justice de cet Etat pour, le cas échéant, faire valoir ses droits, que ce soit en relation avec la décision de rejet de sa demande de protection internationale ou avec une éventuelle mesure d'éloignement vers son pays d'origine. En tout état de cause, il n'appartient pas au ministre de mettre en doute la décision de rejet des autorités de l'Etat membre responsable, le contraire aboutissant, en effet, à ce que le ministre procède à une nouvelle analyse d'une demande d'ores et déjà rejetée dans un Etat membre, façon de procéder qui relèverait toutefois du « *forum shopping* » que le règlement Dublin III vise justement à éviter.

Si le demandeur cite façon théorique un extrait d'un rapport AIDA dont il se dégage qu'une demande de protection internationale pourrait être rejetée par les autorités néerlandaises comme manifestement non fondée suivant une procédure accélérée, le demandeur non seulement n'allègue pas qu'il aurait été débouté de sa demande sur un tel fondement par les autorités néerlandaises, mais reste encore en défaut d'expliquer en quoi l'application de telles dispositions serait contraire aux articles 2 de la CEDH et 4 de la Charte dont il se prévaut.

Le tribunal constate, dans ce contexte, d'ailleurs qu'il ne se dégage pas des éléments à sa disposition que le demandeur ait introduit aux Pays-Bas un recours contentieux contre la décision de refus opposée à sa demande de protection internationale, le demandeur n'alléguant par ailleurs pas qu'il n'aurait pas pu exercer les voies de recours adéquates contre ce refus.

Au contraire, force est de constater que lors de son entretien Dublin III, le demandeur n'a pas fait état de difficultés particulières qu'il aurait rencontrées quant aux conditions matérielles d'accueil aux Pays-Bas ou encore quant à la manière dont sa demande de protection internationale y a été traitée. En l'occurrence, il a admis n'être resté aux Pays-Bas que durant un mois, pour ensuite se rendre en Belgique et y séjourner de manière illégale durant 5 ans, et est en aveu d'avoir quitté les Pays-Bas sans même attendre une réponse des autorités néerlandaises. Questionné sur les raisons pour lesquelles il a souhaité ne pas rester aux Pays-Bas et quelles pourraient être les conséquences d'un transfert vers ce pays, le demandeur a

répondu qu'il ne le savait pas.

Ensuite, la seule circonstance qu'après avoir été débouté d'une première demande de protection internationale aux Pays-Bas, une seconde demande risque d'être déclarée irrecevable par les autorités néerlandaises à défaut de tout élément nouveau - étant relevé que le demandeur est en aveu qu'il n'y a pas de faits nouveaux qu'il pourrait présenter à l'appui d'une seconde demande de protection internationale - n'est pas non plus *per se* contraire aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte, le demandeur admettant par ailleurs disposer de voies de recours aux Pays-Bas au cas où une seconde demande de protection internationale était déclarée irrecevable. Au contraire, les conséquences incriminées par le demandeur d'une demande ultérieure déposée aux Pays-Bas découlent justement de l'article 33 de la directive n° 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (« directive Procédure »), qui permet de déclarer irrecevable une demande ultérieure¹⁶, étant relevé que cette possibilité est d'ailleurs aussi prévue par la législation du Grand-Duché de Luxembourg, pays de la compétence duquel le demandeur entend justement se prévaloir.

Dans ces conditions, à défaut de tout élément concret permettant de douter que la demande de protection internationale n'avait pas été examinée par les autorités néerlandaises suivant les standards européens s'imposant à ce pays et en respect des droits fondamentaux découlant de la CEDH et de la Charte, le fait qu'une demande ultérieure est déclarée irrecevable n'étant pas critiquable *per se*, le demandeur n'est pas fondé à conclure de façon purement théorique et abstraite à une violation des articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte à partir du seul constat qu'après le rejet d'une première demande, une deuxième demande de protection internationale risquerait, à défaut d'éléments nouveaux, d'être rejetée aux Pays-Bas.

Quant aux conséquences pour le demandeur en cas de transfert aux Pays-Bas en termes de logement, le tribunal relève, à admettre que le demandeur ait entendu soulever la question d'un accès éventuellement limité, voire impossible à des conditions d'accueil minimales des personnes transférées sous le règlement Dublin III aux Pays-Bas, que la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale, ci-après désignée par la « directive Accueil », prévoit explicitement la faculté de « *limiter les possibilités d'abus du système d'accueil en précisant les circonstances dans lesquelles le bénéfice des conditions matérielles d'accueil pour les demandeurs peut être limité ou retiré, tout en garantissant un niveau de vie digne à tous les demandeurs*¹⁷ ». L'article 20 de cette directive prévoit, pour sa part, explicitement la possibilité pour les Etats membres notamment de limiter, voire de retirer, le bénéfice des conditions matérielles d'accueil, notamment lorsqu'un demandeur « *a) abandonne le lieu de résidence fixé par l'autorité compétente sans en avoir informé ladite autorité ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue* » ou encore « *c) a introduit une demande ultérieure telle que définie à l'article 2, point q), de la directive 2013/32/UE* », c'est-à-dire une nouvelle demande de protection internationale « *présentée après qu'une décision finale a été prise sur une demande antérieure, y compris le cas dans lequel le demandeur a explicitement retiré sa demande et le cas dans lequel l'autorité responsable de la détermination a rejeté une demande à la suite de son retrait implicite,*

¹⁶ Cf considérant numéro 36 de la directive Procédure: « *Lorsqu'un demandeur présente une demande ultérieure sans apporter de nouvelles preuves ou de nouveaux arguments, il serait disproportionné d'obliger les États membres à entreprendre une nouvelle procédure d'examen complet. Les États membres devraient, en l'espèce, pouvoir rejeter une demande comme étant irrecevable conformément au principe de l'autorité de la chose jugée.* »

¹⁷ Considérant 25.

conformément à l'article 28, paragraphe 1 ».

De même, si le 11^{ème} considérant du règlement Dublin III stipule explicitement que la directive Accueil est applicable aux demandeurs d'asile soumis à une procédure Dublin, il admet également explicitement l'application des limitations figurant dans cette même directive Accueil.

Tel que relevé ci-avant, il est constant en cause que le demandeur a été débouté de sa demande de protection internationale aux Pays-Bas, cet Etat membre ayant accepté sa reprise en charge sur base de l'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, précité.

En cas de transfert vers les Pays-Bas, le demandeur devra, dans ces conditions, soit y être considéré comme un migrant en situation irrégulière, à défaut d'y réintroduire une nouvelle demande de protection internationale, et, partant en sa qualité de demandeur d'asile débouté comme sortant du champ d'application de la Convention de Genève, soit, dans l'hypothèse de l'introduction d'une nouvelle demande, comme demandeur ayant formulé une demande ultérieure au sens de la législation européenne, de sorte à pouvoir, théoriquement, se voir opposer la limitation, voire le retrait de l'accès aux conditions matérielles d'accueil.

Le tribunal relève encore que la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, législation régissant les conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale au Luxembourg, s'applique à tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride ayant présenté une demande de protection internationale sur laquelle aucune décision finale n'a encore été prise, de sorte à exclure les demandeurs ayant formulé une « *demande ultérieure* », tandis que l'article 22 de la même loi permet au directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration de limiter ou de retirer le bénéfice des conditions matérielles d'accueil lorsque le demandeur a notamment déjà introduit une demande de protection internationale au Grand-Duché de Luxembourg.

Dès lors, le fait même de limiter ou de restreindre totalement ou partiellement l'accès aux conditions matérielles d'accueil à des migrants ayant quitté sans autorisation leur lieu d'hébergement ou ayant introduit une demande ultérieure après avoir essuyé un premier refus définitif à leur demande de protection internationale est autorisé tant par la législation européenne que, à titre de mise en perspective, par la législation nationale luxembourgeoise.

Ainsi, même à admettre que les Pays-Bas aient adopté une politique visant à restreindre l'accès au système d'accueil à certaines catégories de personnes et notamment à celles y ayant déjà été définitivement déboutées de leur demande de protection internationale, étant relevé que le demandeur n'invoque même pas expressément de telles restrictions, mais se limite à affirmer de façon péremptoire qu'il serait contraint de vivre dans la rue en cas de transfert aux Pays-Bas, cette circonstance ne peut pas *per se* être constitutive d'une violation des articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte.

Au-delà de ce constat, le tribunal relève encore que la seule référence à un rapport de *Human Rights Watch* de 2019, mentionnant de manière générale une réduction des capacités d'accueil des demandeurs de protection internationale récemment arrivés dans le pays - ce qui n'est pas le cas du demandeur qui n'est pas un *primo* arrivant - est insuffisante pour sous-tendre l'affirmation péremptoire du demandeur qu'il serait nécessairement contraint de vivre dans la rue sans possibilité de secours.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent, d'une part, que le demandeur n'a pas soumis au tribunal des éléments suffisamment convaincants permettant de retenir qu'il encourt un risque de se voir confronté à une limitation *de facto* ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires néerlandaises à des conditions d'accueil qui seraient contraires à l'article 3 de la CEDH, sa seule affirmation péremptoire qu'il devrait nécessairement vivre dans la rue aux Pays-Bas étant insuffisante à cet égard, et, d'autre part, à supposer qu'en cas de retour du demandeur aux Pays-Bas, il serait confronté à une limitation de l'accès aux conditions d'accueil, une telle limitation ne constitue pas *per se* une violation de l'article 3 de la CEDH, sous réserve d'une possibilité d'accès, à l'instar de toute autre personne en situation de détresse, en ce compris les nationaux, à un dispositif d'aide d'urgence.

La question litigieuse, en l'espèce, se pose dès lors davantage en termes d'accès à l'aide sociale d'urgence de droit commun plutôt qu'en termes d'accès au système d'accueil spécifiquement mis en place pour les besoins des demandeurs de protection internationale.

Une telle approche est également retenue par le Conseil d'Etat français¹⁸: « *le bénéfice [de l'accès à tout moment à un dispositif d'hébergement d'urgence] ne peut être revendiqué par l'étranger dont la demande d'asile a été définitivement rejetée et qui a fait l'objet d'une mesure d'éloignement contre laquelle les voies de recours ont été épuisées qu'en cas de circonstances particulières faisant apparaître, pendant le temps strictement nécessaire à son départ, une situation de détresse suffisamment grave pour faire obstacle à ce départ* ».

Dans ce contexte et de manière plus générale, le tribunal relève encore que la CourEDH a considéré de manière régulière que l'article 3 de la CEDH ne saurait être interprété comme obligeant les Etats membres à garantir un droit au logement à toute personne relevant de leur juridiction. Il ne saurait pas non plus être tiré de l'article 3 de la CEDH un devoir général de fournir aux réfugiés une assistance financière pour que ceux-ci puissent maintenir un certain niveau de vie¹⁹.

La CourEDH a de même retenu qu'aucune disposition de la CEDH ne saurait être interprétée comme conférant à une personne le droit de jouir d'un niveau de vie donné ou le droit d'obtenir une aide financière de l'Etat²⁰.

Par ailleurs, un Etat ne peut pas se voir reprocher de vouloir inciter une personne définitivement déboutée de sa demande de protection internationale et *a fortiori* en situation irrégulière de quitter volontairement le territoire sur lequel elle réside irrégulièrement ; le fait d'être, le cas échéant, exposée à la nécessité d'entreprendre des démarches administratives plus contraignantes pour obtenir l'assistance, telle que la mise à disposition d'un logement gratuit de l'Etat où la personne en question se maintient en dépit d'une décision de refus, respectivement de ne pouvoir bénéficier que d'une aide plus limitée, ne saurait être considéré comme impliquant *ipso facto* un traitement inhumain et dégradant qui serait contraire à l'article 4 de la Charte, respectivement à l'article 3 de la CEDH.

Il convient, par ailleurs, de souligner que si le demandeur devait estimer que le système d'aide néerlandais - que ce soit celui offert aux demandeurs de protection internationale ou

¹⁸ Voir par exemple Conseil d'Etat, 4 juillet 2013, n°369750.

¹⁹ CEDH, grande chambre, 4 novembre 2014, *Tarakhel c. Suisse*, n° 29217/12, points 94 et 95, et les jurisprudences y citées.

²⁰ CEDH, 20 avril 1999, *Wasilewski c. Pologne*, n° 32734/96.

celui accessible à tous les résidents néerlandais- était à tel point avilissant qu'il impliquerait *per se* un traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 4 de la Charte, respectivement à l'article 3 de la CEDH, il lui appartiendrait de faire valoir ses droits directement auprès des autorités néerlandaises en usant des voies de droit adéquates, respectivement devant les instances européennes adéquates; il en va de même si le demandeur devait estimer que le système néerlandais n'était pas conforme aux normes européennes ; dans ce cas, il lui appartiendrait de faire valoir ses droits sur base de la directive Procédure, ainsi que de la directive Accueil directement auprès des autorités espagnoles en usant des voies de droit adéquates.

Le tribunal est dès lors amené à conclure que le demandeur n'apporte pas la preuve que, dans son cas précis, ses droits tels que consacrés par les articles 3 CEDH et 4 de la Charte, ne seraient pas garantis en cas de retour aux Pays-Bas, ni que, de manière générale, les droits des demandeurs d'une protection internationale déboutés, voire ceux ayant introduit une seconde demande après avoir été déboutés d'une première, ne seraient automatiquement et systématiquement pas respectés aux Pays-Bas, ou encore que ceux-ci n'y auraient aucun droit ou aucune possibilité de les faire valoir auprès des autorités néerlandaises en usant des voies de droit adéquates.

L'ensemble des considérations qui précèdent amènent, dès lors, le tribunal à rejeter le moyen tiré d'une violation des articles 4 de la Charte et 3 de la CEDH.

En ce qui concerne le moyen du demandeur selon lequel il aurait appartenu au ministre de faire usage de la clause discrétionnaire inscrite à l'article 17, paragraphe (1), du règlement Dublin III, aux termes duquel « *Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, chaque État membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le présent règlement.[...]* », le tribunal précise que la possibilité, pour le ministre, d'appliquer cette disposition du règlement Dublin III relève de son pouvoir discrétionnaire, s'agissant d'une disposition facultative qui accorde un pouvoir d'appréciation étendu aux Etats membres²¹. Si un pouvoir discrétionnaire des autorités administratives ne s'entend certes pas comme un pouvoir absolu, inconditionné ou à tout égard arbitraire, mais comme la faculté qu'elles ont de choisir, dans le cadre des lois, la solution qui leur paraît préférable pour la satisfaction des intérêts publics dont elles ont la charge²², et s'il appartient au juge administratif de vérifier si les motifs invoqués ou résultant du dossier sont de nature à justifier la décision attaquée²³, de sorte que lorsque l'autorité s'est méprise, à partir de données fausses en droit ou en fait, sur ses possibilités de choix et sur les limites de son pouvoir d'appréciation, il y a lieu d'annuler la décision en question, encore faut-il que pareille erreur dans le chef de l'autorité administrative résulte effectivement des éléments soumis au tribunal. Par ailleurs, dans le cadre du contrôle d'un pouvoir discrétionnaire, le tribunal est amené à sanctionner une disproportion si celle-ci est manifeste.

Dans la mesure où le tribunal vient de retenir ci-avant dans le cadre de l'examen de la légalité de la décision attaquée par rapport aux articles 4 de la Charte et 3 de la CEDH, que les prétentions du demandeur ne sont pas fondées, et que c'est sur base de cette même argumentation que le demandeur semble estimer que le ministre aurait dû appliquer la clause

²¹ CJUE, 21 décembre 2011, *N.S. e.a.*, C-411/10 et C-493/10, point 65.

²² Trib. adm., 10 octobre 2007, n° 22641 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en annulation, n° 55 et les autres références y citées.

²³ CdE, 11 mars 1970, Pas. 21, p.339.

discrétionnaire, il y a lieu de retenir qu'il ne saurait pas davantage être reproché au ministre de s'être mépris sur ses possibilités de choix et sur les limites de son pouvoir d'appréciation en ne faisant pas usage de la simple faculté discrétionnaire lui offerte par l'article 17 du règlement Dublin III d'examiner la demande de protection internationale du demandeur alors même que cet examen incombe aux autorités néerlandaises.

En tout cas, ni sur le fondement du règlement Dublin III, ni sur le fondement des articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte, ni encore sur le principe de bonne administration de la justice, il ne peut être retenu que le ministre ait eu l'obligation, compte tenu des explications fournies par le demandeur lors de son entretien Dublin III, de permettre au litismandataire du demandeur de rédiger, préalablement à la prise de la décision attaquée, un avis sur l'applicabilité de l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III, voire de donner des explications complémentaires, cela d'autant plus que lors de son entretien Dublin III le demandeur n'a justement pas fait état de difficultés particulières qu'il aurait rencontrées aux Pays-Bas, pays dans lequel il n'est resté que durant un mois avant de le quitter sans attendre une réponse des autorités néerlandaises pour ensuite rester pendant 5 ans en séjour irrégulier en Belgique, ce qui pour le moins démontre un désintérêt manifeste pour sa demande protection internationale. Le reproche de ne pas avoir donné au litismandataire la possibilité de donner des explications en amont est d'autant plus dénué de fondement que le litismandataire du demandeur ne s'est manifesté auprès du ministre qu'après la prise de la décision du 19 janvier 2021, tel que cela se dégage d'un courrier du 26 janvier 2021, informant le ministre qu'il vient d'être chargé de la défense des intérêts du demandeur.

Il s'ensuit que c'est à bon droit et sans commettre d'erreur d'appréciation, ni excéder ses pouvoirs, que le ministre a décidé de transférer le demandeur vers les Pays-Bas, l'Etat membre responsable de l'examen de sa demande de protection internationale, respectivement de ses suites, sans faire application de l'article 17, paragraphe (1), du règlement Dublin III, de sorte que le moyen fondé sur une violation de cette disposition est également rejeté.

Quant au moyen fondé sur une violation du principe de non refoulement consacré par l'article 33 de la Convention de Genève, le tribunal constate tout d'abord que la décision attaquée n'implique pas un retour vers le pays d'origine du demandeur, mais désigne uniquement l'Etat membre responsable pour le traitement de la demande de protection internationale, respectivement de ses suites, étant rappelé, comme retenu ci-avant, que ledit Etat membre, en l'occurrence les Pays-Bas, a reconnu être compétent pour reprendre le demandeur en charge.

Toutefois, il ressort, notamment, de la jurisprudence de la CourEDH que dans certains cas, il ne peut être exclu que l'application des règles prescrites par le règlement Dublin III puisse entraîner un risque de violation de l'article 3 de la CEDH - similaire à l'article 4 de la Charte -, la présomption selon laquelle les Etats participants respectent les droits fondamentaux prévus par la CEDH n'étant, tel que retenu ci-avant, pas irréfragable²⁴. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique en l'occurrence l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays²⁵.

Afin d'apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que le demandeur encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le tribunal relève que la

²⁴ CourEDH, grande chambre, 4 novembre 2014, Tarakhel c. Suisse, n° 29217/12 ; CourEDH, grande chambre, 21 janvier 2011, M.S.S. c. Belgique et Grèce, n° 30696/09.

²⁵ CourEDH, 4 décembre 2008, Y./Russie, n° 20113/07, point 75.

CourEDH a jugé que pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement du requérant dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres au cas de la partie requérante²⁶. A cet égard, il convient encore de préciser que la CourEDH²⁷ a retenu à propos d'un transfert d'un demandeur de protection internationale originaire d'Afghanistan vers la Grèce, que « *le refoulement indirect vers un pays intermédiaire, qui se trouve être également un Etat contractant, laisse intacte la responsabilité de l'Etat qui expulse, lequel est tenu, conformément à la jurisprudence bien établie, de ne pas expulser une personne lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que si on l'expulsait vers le pays de destination, elle y courrait un risque réel d'être soumise à un traitement contraire à l'article.* » et que par rapport à la situation au pays d'origine « [...] *la Cour n'a pas à se prononcer sur la violation de ces dispositions [articles 2 et 3 de la CEDH] si le requérant devait être expulsé. Il appartient en effet en premier lieu aux autorités grecques, responsables en matière d'asile, d'examiner elles-mêmes la demande du requérant ainsi que les documents produits par lui et d'évaluer les risques qu'il encourt en Afghanistan. La préoccupation essentielle de la Cour est de savoir s'il existe en l'espèce des garanties effectives qui protègent le requérant contre un refoulement arbitraire, direct ou indirect, vers son pays d'origine.* ». Ainsi, les autorités luxembourgeoises avaient uniquement l'obligation de vérifier que la procédure d'asile du pays intermédiaire, en l'occurrence les Pays-Bas, offre des garanties suffisantes permettant d'éviter que le demandeur ne soit expulsé, directement ou indirectement, dans son pays d'origine sans une évaluation, sous l'angle de l'article 3 de la CEDH, des risques qu'il prétend encourir.

Dans les affaires mettant en cause l'expulsion d'un demandeur d'asile, la CourEDH²⁸ a ainsi précisé qu'elle se gardait d'examiner elle-même les demandes d'asile ou de contrôler la manière dont les Etats remplissent leurs obligations découlant de la Convention de Genève. Sa préoccupation essentielle est ainsi de savoir s'il existe des garanties effectives qui protègent le requérant contre un refoulement arbitraire, direct ou indirect, vers le pays qu'il a fui, la CourEDH ayant encore retenu que l'effectivité d'un recours ne dépend pas de la certitude d'une issue favorable pour le requérant²⁹.

Toutefois, compte tenu de l'importance que la CourEDH attache à l'article 3 de la CEDH et de la nature irréversible du dommage susceptible d'être causé en cas de réalisation du risque de torture ou de mauvais traitements, l'effectivité d'un recours demande impérativement un contrôle attentif par une autorité nationale, c'est-à-dire un examen indépendant et rigoureux de tout grief aux termes duquel il existe des motifs de croire à un risque de traitement contraire à l'article 3 de la CEDH. Si tel que relevé ci-avant, la préoccupation essentielle de la CourEDH est de savoir s'il existe dans le cas de l'espèce des garanties effectives qui protègent le requérant contre un refoulement arbitraire, direct ou indirect, vers son pays d'origine³⁰, la CourEDH a encore souligné que lorsqu'il y a eu une procédure interne, il n'entre pas dans ses attributions de substituer sa propre vision des faits à celle des cours et tribunaux internes, auxquels il appartient en principe de peser les données recueillies par eux³¹.

²⁶ CourEDH 4 décembre 2008, Y./Russie, n° 20113/07, point 78 ; CourEDH 28 février 2008, Saadi/Italie, n° 37201/06 points 128-129 ; CourEDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume-Uni, n° 13448/87, point 108 *in fine*.

²⁷ CourEDH, 21 janvier 2011, MSS c. Belgique et Grèce, n° 30696/09.

²⁸ CourEDH, grande chambre, 21 janvier 2011, M.S.S. c. Belgique et Grèce, n° 30696/09, point 286.

²⁹ Ibidem, point 289.

³⁰ Ibidem, point 298.

³¹ CEDH, grande chambre, 23 mars 2016, F.G. c. Suède, n° 43611/11, point 118.

Il résulte dès lors de cette jurisprudence que le transfert d'un demandeur de protection internationale par le Grand-Duché de Luxembourg vers l'Etat responsable de l'examen de sa demande de protection internationale voire de ses suites, en application du règlement Dublin III, ne pourrait constituer une violation de l'article 3 de la CEDH qu'à la condition que l'intéressé démontre soit qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'il encourt un risque réel de subir la torture ou des traitements inhumains ou dégradants dans cet Etat, hypothèse que le tribunal vient d'écarter, soit qu'il ne bénéficierait pas d'une protection contre le non-refoulement vers son pays d'origine dans l'Etat intermédiaire responsable de l'examen de sa demande d'asile, à savoir en l'espèce les Pays-Bas.

Lorsque, tel que cela est allégué en l'espèce, le risque résulte d'un refoulement par ricochet vers le pays d'origine, il convient de vérifier l'existence d'une protection effective contre le non-refoulement vers son pays d'origine dans l'Etat intermédiaire de transfert où il serait exposé à un risque de traitement inhumain ou dégradant.

En l'espèce, force est de constater que le demandeur se limite à des développements tout à fait théoriques et abstraits quant à l'application de l'article 33 de la Convention de Genève, respectivement de l'article 3 de la CEDH et à affirmer péremptoirement qu'en cas de transfert vers les Pays-Bas, il risquerait des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH, sa thèse reposant en substance sur la considération qu'en cas de nouvelle demande de protection internationale aux Pays-Bas, celle-ci risquerait d'être déclarée irrecevable à défaut d'éléments nouveaux ce qui impliquerait qu'en raison du fait que les Pays-Bas considéreraient l'Algérie comme pays d'origine sûr, les demandeurs de protection internationale algériens déboutés seraient systématiquement renvoyés vers leur pays d'origine, le demandeur remettant encore en question de la qualification de pays d'origine sûr par les Pays-Bas.

A cet égard, le tribunal relève de prime abord que si le demandeur se prévaut d'un rapport de l'AIDA de 2019 pour soutenir que les Pays-Bas considéreraient de façon systématique l'Algérie comme pays d'origine sûr sans possibilité d'un examen individuel de leur demande de protection internationale, de sorte qu'il y aurait systématiquement des renvois vers ce pays, cette affirmation est contredite par le rapport en question, version 2020 consultable publiquement, dont il se dégage que si l'Algérie se trouve certes sur la liste de pays sûrs aux Pays-Bas - encore que depuis septembre 2020, une réserve a été introduite en ce sens que « *for certain groups of people Algeria is (no longer) regarded a safe country of origin: those who have been openly critical of the authorities and those who adhere to another faith than Islam or do not conform to the Sunni faith within Islam and have encountered problems as a result of that* »³² -, il s'en dégage encore qu'en toute hypothèse un examen individuel est requis³³, à l'instar de ce qui est d'ailleurs prévu par la législation et la jurisprudence

³² Cf. page 65 du rapport AIDA 2020.

³³ Idem: "An asylum request can be declared manifestly unfounded in case the asylum seeker is from a safe country of origin. Applicants presumed to come from safe countries of origin are channelled under the Accelerated Procedure ("Track 2") by the IND. In case an asylum seeker is from a safe country of origin, it is presumed that he/she has no well-founded fear of persecution and does not run the risk of treatment contrary to Article 3 ECHR. However, the IND has to assess in every individual case whether, on the basis of the applicants statements, this country is indeed safe for the asylum seeker. In other words, the IND must consider whether the authorities of the applicants' country of origin, in practice, comply with their obligations under the relevant human rights treaties. The IND cannot maintain the presumption of safe country of origin if the asylum seeker demonstrates that his or her country of origin cannot be regarded as a safe country for him/her. In that case the IND has to assess whether the asylum seeker is eligible for international protection. Should it become clear, during the Track 2 procedure, that the asylum seeker might have a well-founded fear for persecution (for example because of his or her sexual orientation), more thorough assessment by the IND is required. As a result, the asylum request is further assessed in Track 4. Switching from Track 2 to Track 4 may also occur when for example there is ample medical evidence

luxembourgeoises, l'inscription d'un pays sur la liste de pays d'origine sûrs n'instaurant qu'une simple préemption réfragable.

Dans la mesure où les reproches faits par le demandeur à l'adresse de la procédure telle que prévue par la législation néerlandaise se trouvent ainsi contredits par les propres rapport invoqués par le demandeur et au regard, par ailleurs, des conclusions d'ores et déjà retenues ci-avant à propos du moyen fondé sur une violation des articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte et à défaut d'autres explications fournies par le demandeur, le tribunal ne peut que rejeter le moyen fondé sur une violation du principe du non refoulement, aucun indice sérieux n'indiquant que les autorités néerlandaises compétentes auraient violé le droit du demandeur à l'examen, selon une procédure juste et équitable, de sa demande de protection internationale ou auraient refusé de lui garantir une protection conforme au droit international et au droit européen, notamment et en particulier au vu des risques éventuellement encourus dans son pays d'origine, le demandeur n'ayant, en effet, avancé aucun élément concret qui permettrait de conclure que sa procédure d'asile n'y aurait pas été conduite conformément aux normes imposées par la directive Procédure ou qu'il n'ait pas eu, voire n'aurait pas en cas de transfert vers les Pays-Bas accès à des voies de recours adéquates.

En tout cas, même si la demande de protection internationale du demandeur a été déclarée non fondée aux Pays-Bas, il convient de relever que la mise en œuvre d'une décision définitive de refus de protection internationale et de renvoi vers le pays d'origine ne constitue pas en soi une violation du principe de non-refoulement, le règlement Dublin III visant précisément à lutter contre les demandes d'asile multiples (« *asylum shopping* ») - ce que le demandeur a justement fait pour avoir déposé des demandes de protection internationale en divers pays de l'Union européenne, à savoir en Allemagne le 14 avril 2014, en Suède le 13 août 2015, aux Pays-Bas le 4 octobre 2017 et au Luxembourg le 22 octobre 2020, et pour annoncer d'ores et déjà une demande ultérieure aux Pays-Bas, bien qu'en admettant qu'il n'a aucun fait nouveau à présenter - en retenant le principe de l'examen de la demande par un seul Etat membre (« *one chance only* ») : le règlement Dublin III cherchant, en effet, à pallier aux mouvements secondaires des demandeurs d'asile qui souhaitent, pour différentes raisons, notamment au vu d'une jurisprudence nationale plus favorable, faire leur demande dans l'Etat membre de leur choix.

A cela s'ajoute que même si toutes les voies de recours devaient être épuisées aux Pays-Bas, il serait possible au demandeur de saisir la CourEDH pour lui demander, sur base de l'article 39 de son règlement intérieur, de demander aux autorités néerlandaises de surseoir à l'exécution du rapatriement jusqu'à l'issue de la procédure devant cet organe.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, il convient de retenir que le transfert du demandeur vers les Pays-Bas ne l'expose pas à un refoulement en cascade qui serait contraire au principe du non-refoulement, ancré à l'article 33 de la Convention de Genève ou découlant de l'article 4 de la Charte ou encore de l'article 3 de la CEDH, de sorte que le moyen afférent laisse d'être fondé.

En l'absence d'autres moyens, le tribunal est amené à conclure que le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

which demonstrates that the asylum seeker is vulnerable and needs special procedural guarantees."

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 31 mars 2021 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 31 mars 2021
Le greffier du tribunal administratif